



**Décision n° 26-DCC-20 du 21 janvier 2026
relative à la prise de contrôle exclusif de cinq fonds de commerce du
groupe Auchan par le groupe Carrefour**

L'Autorité de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé complet au service des concentrations le 23 décembre 2025, relatif à la prise de contrôle exclusif par le groupe Carrefour, de cinq fonds de commerce sous enseignes du groupe Auchan, formalisée par quatre contrats de cession de fonds en date du 30 mai 2025 ainsi qu'une promesse de cession de fonds de commerce en date du 19 décembre 2025 ;

Vu le livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence, et notamment ses articles L. 430-1 à L. 430-7 ;

Adopte la décision suivante :

1. L'opération notifiée consiste en deux concentrations successives par lesquelles le groupe Carrefour acquiert le contrôle exclusif de cinq fonds de commerce de distribution à dominante alimentaire exploités sous enseignes du groupe Auchan. La première concentration, réalisée le 1^{er} juin 2025, porte sur l'acquisition de quatre fonds de commerce précédemment exploités sous l'enseigne « myAuchan », tous situés à Paris (75). La seconde concentration porte sur l'acquisition du fonds de commerce de type supermarché sous enseigne « Auchan Supermarché » et de l'immeuble d'exploitation y afférent, situé à Aubagne (13). L'opération constitue une concentration au sens de l'article L. 430-1 du code de commerce. Compte tenu des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises concernées, l'opération ne relève pas de la compétence de l'Union européenne. En revanche, les seuils de contrôle mentionnés au II de l'article L. 430-2 du code de commerce sont franchis. La présente opération est donc soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants du code de commerce relatifs à la concentration économique.
2. Au vu des éléments du dossier, l'opération n'est pas de nature à porter atteinte à la concurrence sur les marchés concernés.

DÉCIDE

Article unique : L'opération notifiée sous le numéro 25-319 est autorisée.

Le président,

Benoît Cœuré

© Autorité de la concurrence